

> économique et social. De la même façon que le développement se traduit par une réduction de la pauvreté et un meilleur accès de tous aux services, nous devons aussi le voir comme un processus d'élargissement des libertés: le développement doit favoriser la capacité de chacun à saisir des occasions et à décider de son chemin dans la vie. Selon nous, aller vers l'égalité des sexes, en particulier pour ce qui est des situations génératrices de revenus, est une démarche qui mène à une amélioration, et non l'inverse.

Supprimer complètement les inégalités de bien-être entre les deux sexes nécessite des actions précises, venant à point nommé et volontaires. Il existe plusieurs grandes voies d'action. D'abord, abolir les barrières qui empêchent les femmes d'avoir les mêmes perspectives économiques que les hommes; cela est à même d'augmenter la productivité, et donc les revenus, de tout le monde. Ensuite, faciliter l'accès des femmes à l'éducation, à la santé et aux services en général, ce qui améliorerait les perspectives d'avenir des mères et de leurs enfants. Enfin, placer davantage de femmes à des postes à responsabilité: leur donner plus de poids influencerait sur la législation et orienterait les dépenses vers des domaines cruciaux tels que la santé et l'éducation. Si seulement ces transformations étaient aussi faciles à faire qu'à identifier...

UNE INÉGALITÉ D'ACCÈS AU MARCHÉ DE L'EMPLOI

L'inégalité d'accès aux opportunités économiques est un problème que connaissent tous les pays, riches comme pauvres, et tous les secteurs, de l'agriculture à l'entrepreneuriat.

Le premier barrage se fait dès l'entrée dans la sphère économique: les femmes doivent y avoir accès pour en être actrices. Même si le nombre de femmes sur le marché du travail a considérablement augmenté presque partout dans le monde, un déséquilibre notable subsiste entre les femmes et les hommes – de l'ordre de 53 points de pourcentage au Moyen-Orient et en Afrique du Nord.

Même lorsque les femmes arrivent à surmonter cet obstacle, elles font rarement jeu égal avec les hommes. Les agricultrices ont plus de difficulté à se procurer des engrais, des machines et des variétés améliorées de semences, d'où des rendements souvent inférieurs. De même, les dirigeantes d'entreprise ont souvent un moindre accès au capital et au crédit – parce qu'elles sont moins susceptibles de posséder des terres ou des biens servant de garantie, ou parce que les procédures de demande nécessitent un cosignataire masculin, ou parce que les banques considèrent que leur risque est plus élevé. Cela signifie que les entreprises gérées par des femmes sont souvent



moins rentables, d'où un cercle vicieux dont il est difficile de sortir.

Lorsque ces problèmes seront corrigés, la productivité globale devrait augmenter considérablement. D'après une étude publiée en 2016 par David Cuberes, de l'université Clark, aux États-Unis, et Marc Teignier, à l'université de Barcelone, en Espagne, supprimer ces inégalités dans l'entrepreneuriat augmenterait la productivité et les profits de 12% en Afrique subsaharienne et de 38% au Moyen-Orient et en Afrique du Nord.

Dans des secteurs très «féminins», comme l'agroalimentaire et l'enseignement, les salaires sont souvent moins élevés. Dans tous les secteurs, les hommes gagnent en moyenne plus que les femmes pour le même poste, même en prenant en compte le niveau d'instruction et l'âge.

Les dirigeantes d'entreprise ont souvent un moindre accès au capital et au crédit